

Combattre toutes les iniquités ; détruire toutes les inégalités sociales ; lutter sans trêve jusqu'à l'instauration d'une Société où, par l'égalité de tous les individus, la liberté n'étant plus un vain mot, l'humanité entière vivra harmoniquement. Tel est le but que poursuivent les anarchistes.

L'ORDRE

ORGANE COMMUNISTE-ANARCHISTE

Paraissant tous les quinze jours

« Notre ennemi,
» C'est notre Maître. »

LA FONTAINE.

ABONNEMENTS :

Un an 2 »
Six mois 1 »
Trois mois » 50

Rédaction et Administration :

21, RUE DU TEMPLE, 21
LIMOGES

ADRESSER

Tout ce qui concerne la Rédaction : articles, communications, etc., au Rédacteur.
Tout envoi de fonds, abonnements, à l'Administrateur.

AUX AMIS DE "L'ORDRE"

Malgré nos faibles ressources du début et des difficultés sans nombre, "L'Ordre" est à son neuvième mois de vie et les plus grandes difficultés sont à peu près vaincues ; mais nous ne voulons pas nous en tenir là.

Tel qu'il est actuellement, son format et sa parution bi-mensuelle ne suffisent plus, il nous faut donc agrandir le format et paraître hebdomadairement, mais, pour ce faire, comme toujours, nous nous heurtons à une grande difficulté budgétaire. Nous faisons donc appel à tous ceux que notre propagande intéresse pour que, par leur obole, ils nous viennent en aide. Qu'ils joignent donc leurs efforts aux nôtres et ce deuxième but sera vite atteint.

Camarades, votre obole.

Quatre Ans ou Six Mille ?

La pythonisse la faisait réellement trop à la pose : s'asseoir sur un trépidé, se livrer à des contorsions épiléptiques, s'arracher les cheveux et, au milieu de vapeurs suffocantes, livrer le secret de l'avenir, c'était vieux jeu.

Jules Guesde a changé tout cela : c'est paisiblement que, de sa voix tranchante, il a condescendu à déclarer à l'envoyé d'un journal du matin, que dans quatre ans, la révolution s'accomplira sans faute.

Il n'est pas sans intérêt de rechercher par quels moyens Jules Guesde compte ainsi voir cet événement se réaliser.

« C'est bien simple, dit-il : En 1910, l'unité socialiste sera si forte, qu'elle pourra envisager froidement la solution révolutionnaire. Oui, elle recueillera trois millions de voix en France, comme en Allemagne, autour d'un programme d'expropriation capitaliste. Elle ne permettra pas de durer à un gouvernement bourgeois, quel qu'il soit ; à tel point, que ce sera le gouvernement lui-même, qui, acculé à la lutte, la provoquera immédiatement. Pour se défendre, il appellera son armée, il lui ordonnera de tirer ; mais l'armée ne tirera pas du côté qu'on lui dira... »

Il me semble que j'ai déjà lu ceci quelque part. La dernière phrase est, en effet, tout au long dans l'opuscule de S. E. Aristide Briand, la *Grève Générale*. Cette répétition textuelle doit-elle nous paraître le présage d'un maroquin ? Mais passons.

La dernière législature, en Allemagne, avait donné 3 millions de voix aux socialistes démocrates. Qu'est-ce que cela a prouvé ? Qu'est-ce que cela a donné ?

Nul n'ignore, en premier, que ces voix n'étaient pas toutes socialistes et que bon nombre d'elles venaient d'opposants non socialistes ; désireux de faire échec à Guillaume II, qui, empereur d'une nation en majorité protestante, avait choqué cette foi par l'attitude que l'on sait envers le pape, et pour divers autres motifs. De plus, qu'ont-elles rapporté : sous cette dernière législature allemande, le suffrage universel fut supprimé dans plusieurs villes ou gouvernements, et nous n'avons pas vu que les

députés socialistes du Reichstag l'aient fait rétablir. Nous nous souvenons au contraire du gigantesque fiasco des grandes manifestations qu'ils avaient eu l'intention d'organiser à ce sujet, comme aussi au sujet du 22 janvier (dimanche rouge), ou des grèves énormes telles que celle de Crimmitschau.

Et puis, outre que les élections ne sont qu'un vaste tripotage (et l'exemple de Clémenceau vient de nous rappeler qu'un gouvernement ne recule devant aucune saleté pour avoir sa majorité), elles sont de plus capricieuses. C'est ainsi que Guesde lui-même, député de la *Ville Sainte* du collectivisme, y a déjà mordu la poussière, il y a quatre ans et qu'il n'avait pas 500 voix de majorité le 6 mai dernier. Est-il impossible que cela se renouvelle ? N'est-ce pas arrivé à bien d'autres aussi, à Jaurès, il y a huit ans, par exemple ?

Supposons ces 3 millions de voix acquises. Et Guesde continue :

« L'idée essentielle que j'aurais voulu mettre en lumière au banquet de Saint-Mandé, c'est que, dans quatre ans, l'unité supérieure du prolétariat sera réalisée ; l'organisation syndicaliste sera aussi puissante que l'organisation politique, et les deux forces, agissant de concert, seront devenues si menaçantes, que le gouvernement capitaliste, voyant le péril, aura recours à la force ; mais l'armée ne marchera plus... C'est pourquoi la révolution sera toute pacifique. »

Passons charitablement sur la question de l'unité ; elle n'a jamais été complète, et le groupe unifié perd en ce moment plusieurs adhérents nouveaux.

Faut-il insister sur la deuxième allégation : que le mouvement syndical et le socialisme politique seront d'accord dans quatre ans, car alors, pourquoi ne l'ont-ils pas encore été jusqu'ici ? Pourquoi les socialistes — réformistes comme guesdistes — ont-ils été ces six ou sept dernières années, et Jaurès et Guesde surtout, des adversaires déclarés et acharnés de la C. G. T. ? Celle-ci va-t-elle donc s'effacer ? Nullement ; on ne la courtise, au contraire, que parce qu'elle s'est montrée au premier mai, réelle, agissante et puissante. Il serait d'ailleurs assez facile de démontrer, sans même se placer au point de vue anarchiste, que le syndicalisme exclut forcément l'action socialiste spécifiquement parlementaire.

La troisième hypothèse n'est pas moins hasardeuse : dans quatre ans, les soldats mettront la crosse en l'air.

Pourquoi ? sera-ce parce que durant toute l'agitation antimilitariste récente, les socialistes — Guesde y compris — se sont déclarés les ennemis de cette idée, de l'antimilitarisme antipatriotique et insurrectionnel ; qu'ils ont tous, sans exception, contrecarré là-dessus Hervé, un des leurs ? Sera-ce parce que les soldats seront convertis à l'internationalisme patriotard de Guesde, de Jaurès, de Bebel, d'Adler et *tutti quanti* ? Mais ceci est absurde. Reconnaître que pour une éventualité donnée (agression injuste d'un ennemi) l'armée est utile, est d'abord très discutable ; mais c'est, en outre, omettre l'autre face du problème, à savoir l'armée, instrument de domination capitaliste, envers laquelle il n'existe plus d'argument de frontière, d'agression, de défense nationale.

L'armée est toujours la masse brutale au service des classes d'en haut ; c'est sa seule fonction sans intermittences, et, sur ce point là, la thèse socialiste est en défaut puisqu'elle ne marche pas à fond contre l'armée.

Ainsi donc, Guesde et avec lui les socialistes, dont le grand argument antianarchiste est que nous sommes des *catastrophistes*, des *fatalistes*, comptent pour faire sûrement la révolution dans quatre ans :

Sur l'état avancé de l'armée — qu'ils n'ont jamais consenti à désorganiser.

Sur la fusion du socialisme avec le syndicalisme, — qu'ils ont combattu sans relâche et qui ne veut pas d'eux ;

Sur trois millions d'électeurs, alors que les élections seront travaillées par le gouvernement contre eux, et que le suffrage universel est sujet aux changements qu'on sait.

Sur l'unité du Parti, alors que depuis huit jours qu'il s'est posé contre les radicaux, cinq nouveaux élus l'ont déjà quitté, par peur de rater les petits profits, et que d'autres les suivront, comme d'autres les avaient précédés.

Si ce n'est pas là croire en fanatique au Messie-Révolution, je me demande si j'existe moi-même !

N'avoir rien de ce qu'on prétend avoir en mains, c'est prêter au bulletin de vote une vertu magique (qu'il n'a jamais montrée depuis qu'il existe), par laquelle tout se fera subitement, en un changement de décor à vue.

En escomptant ainsi des circonstances éventuelles et des transformations miraculeuses, en négligeant de comprendre qu'une société nouvelle ne peut être instaurée que par la volonté d'hommes nouveaux, c'est à dire transformés, conscients, agissants d'eux-mêmes, j'ai bien peur que Guesde ne se trompe.

Le billet restera sûrement impayé et au lieu de 1910, ce rêve — car c'en est un — pourrait bien commencer à se réaliser dans les environs de l'an huit mille.

Ce qui ne veut pas dire qu'à cette époque, si l'éducation socialiste était encore la même qu'aujourd'hui, le résultat pourrait être obtenu.

Heureusement, nous serons tous anarchistes avant ce temps-là.

SONGE PRINTANIER

J'étais sur une route poudreuse dont le long serpent se déroulait devant moi à perte de vue.

Il était tard et déjà le soleil se couchait. Il disparaissait au loin, le pâle et incertain soleil du printemps, et la faiblesse de ses rayons ne tempérant que bien peu la violence et l'âpreté cinglante du vent. De chaque côté de cette route cheminant à travers champs, c'était des plaines dénudées et désertes. A peine quelques hommes de loin en loin occupés à donner quelques soins à la terre ou se hâtant de rentrer dans leurs habitations, dans les quelques chaumières disséminées de part et d'autres. Partout, le silence et le calme. Le chemin n'en finissait pas et j'étais là sans trop savoir pourquoi ni comment. Comme la nuit venait, je pressais le pas, autant que la fatigue me permettait de le faire, afin d'arriver jusqu'à un prochain village, un gîte quelconque. Je continuais donc ma route, baissant la tête sous la rafale, trop fatigué, trop préoccupé pour songer à regarder, pour penser à jouir du splendide et merveilleux spectacle que j'avais sous les yeux.

Le soleil était presque entièrement disparu à l'horizon. Seuls, quelques rayons rouges pâle illuminaient encore les cieux, tintant les nuages de leur coloration déli-

cate. La nuit tombait, le ciel s'assombrissait, c'était comme un grand voile de silence et de paix qui descendait sur la terre.

Tout à coup, à un tournant brusque, une habitation nouvelle m'apparut. A son sommet un écriteau attira mon regard : *Germinal. Les amis de la nature*. Je m'approchais de la porte pour voir cette maison. C'était un vaste bâtiment, derrière lequel se trouvaient des hangars, des constructions agricoles et de grands champs qui semblaient en dépendre. Le tout me paraissait hospitalier, attirant, je n'hésitais pas et je franchis le seuil.

Je pénétrai alors au rez-de-chaussée, dans une salle spacieuse où se trouvaient réunis une vingtaine d'hommes et de femmes.

Dans cette pièce, il y avait des machines diverses pour tisser le lin, pour coudre les vêtements, etc. Des hommes s'occupaient de leur fonctionnement pendant que des cordonniers faisaient des chaussures et que d'autres s'occupaient à des travaux divers. Il semblait régner dans ce milieu une camaraderie fraternelle et une entente admirable, on y respirait un bon air de liberté et aucune contrainte autoritaire ne paraissait jamais y avoir eu asile.

Des mains amies s'étaient tendues vers moi, tous ayant reconnu en moi un camarade s'empressant à mes côtés, s'informant, à ma mine défaite, à mon allure fatiguée, de mes besoins, de mes désirs. Je me sentis enfin soulagé, je vis que j'avais enfin trouvé des amis, et c'est en toute cordialité que je m'entretenais avec eux. Après quelques instants de repos, l'un d'eux me fit visiter leur installation. Ils étaient une trentaine vivant là, en communisme, du produit du travail commun, sans contrainte et sans exploitation. Au premier étage, je vis une vaste salle servant de lieu de réunion générale ; le soir, à la veillée, à ce moment, s'y trouvaient quelques enfants qui étudiaient et travaillaient sous la paternelle direction d'un vieillard affable et doux. Aux murs, des gravures scientifiques. Dans un coin, une grande bibliothèque amplement garnie de livres ; dans un autre, sur une étagère, des appareils de micrographie, des instruments servant aux expériences de physique et de chimie, des collections zoologiques et botaniques. Les étages supérieurs servaient d'habitation aux colons, on y voyait un grand dortoir avec des longues files de lits. Chacun, du reste, était libre d'y dormir ou de le faire isolément. Certains camarades qui avaient une compagne et des enfants préféraient avec raison vivre à part et prendre leurs repas de même. Du reste, toutes les impulsions et conceptions de la vie étaient respectées et admises.

De là, nous redescendîmes, et visiterent en bas les magasins où se trouvaient les réserves alimentaires de toutes sortes réunies en bon ordre, à côté était la cuisine d'où se dégageait une odeur alléchante de bon ragout, car l'heure du dîner approchait.

Nous sortîmes de la maison pour jeter un coup d'œil sur les champs et plantations de la colonie : c'était le début de la période de travail agricole. Mon interlocuteur me montrait les semailles qu'ils allaient faire, il m'expliquait comment ils espéraient ensemencer cette année leurs vastes terres et quels profits ils espéraient en retirer. En passant, je donnais aussi un coup d'œil aux machines agricoles, à tout un matériel ingénieux destiné à retirer aux travaux agricoles leur éreintante aridité et à le rendre praticable à tous et agréable à la fois. Plus

loin, dans des étables proprement et soigneusement aménagées, se trouvaient des bestiaux respirant l'air de santé et la robustesse faisant plaisir à contempler.

Avant de rentrer dans la maison, je m'étais assis sur les marches du perron, aux côtés de mon nouvel ami.

La nuit était venue, une obscurité complète enveloppait la campagne. Le ciel s'était éclairci, la lune et les étoiles brillaient au firmament de toute leur clarté limpide.

Et je songeais devant ce spectacle de la nature, toujours enchanteur en toute saison, portant toujours aux songes et à la rêverie délicieuse.

Je pensais à ces hommes dont l'existence fraternelle et heureuse s'écoulait paisiblement au sein de la nature. Je me souvenais que là-bas, tout là-bas, derrière ces coteaux sombres, garnis de bois verdoyants, derrière cet horizon endeuillé par la tristesse nocturne, là-bas c'était la ville, c'était l'agglomération monstrueuse et inique. Heureusement, les plaines et les collines, les champs et les bois, toute cette nature pleine de vie et d'ardeur, tout ce monde en gestation incessante, en éclosion printannière, heureusement que tout cela me séparait de la ville exécrée et m'en débarrassait le spectacle. Je n'avais pas ainsi le tableau de cette horreur que je me remémorais. Multiples cheminées d'usines vomissant vers le ciel leurs colonnes de fumée, empoisonnant l'air et remplissant la ville et les rues de leur brume meurtrière. Chemins de fer hurlants, manufactures, immenses fournaies surchauffées sans cesse. Jamais d'arrêt dans cette vie imbécile et inutile.

Les hommes hâves, déguenillés, séjournaient de longues heures dans ces bagnes. Et, dehors, c'était des assommoirs, l'alcoolisme, la prostitution, tous les vices d'une société scélérate! Dans d'autres quartiers de la maudite cité, les hommes d'une caste supérieure dépérissaient dans l'oisiveté, dans la paresse et dans des vices spéciaux. Aussi quel dégoût vint m'atteindre à cette évocation! Qu'elle haine de ces hommes, de leur vie, de leur société.

Autour de moi, c'était la douceur. Pas un bruit dans la plaine, pas une lumière. La terre continuait en silence son travail de fécondation. Demain, dès l'aube, le monde s'emplit de lumière et de joie, il ferait bon travailler cette mère aimante et bonne, il ferait bon œuvrer sainement en plein air, en chantant; il ferait bon vivre au milieu d'amis, de frères, avec une compagne aimée, dans un petit monde idéal et cheri.

Et ma pensée revenait sur ces hommes, mes hôtes actuels. Comme ils avaient bien compris la vie en fuyant leurs mesquins et vils contemporains. De l'intérieur de la maison s'échappaient des cris et des rires, on y ignorait la haine et la fureur, la violence et l'autorité. Seule, la fraternelle camaraderie, la raison et la solidarité présidaient à la conduite de cette existence de saine logique et d'amour.

L'odeur du souper parvenait jusqu'à moi, mes nouveaux amis étaient à ma recherche et, fraternellement, ils m'invitaient à prendre part au repas. J'étais conquis par le milieu, par le charme des hommes et, déjà, je pensais à me fixer parmi ces frères, je pensais rester près d'eux dans ce monde nouveau, loin de la vieille société pourrie, lorsque, tout à coup, je me réveillai.

En effet, mes chers amis, ce n'était là qu'un songe, un beau songe, par exemple.

Et tandis que, hâtivement, je me vêtissais pour aller reprendre chez le bourgeois qui m'exploite mes habituelles fonctions, tandis que je m'acheminais maussade dans la rue toute agitée du mouvement matinal, — je pensais à ce rêve, — je me disais, sera-ce toujours un rêve et ne le verrais-je pas bientôt dans le domaine de la réalité. Est-ce impossible? Je ne crois pas, les efforts nécessaires sont grands, mais, enfin, ils sont faisables. Ce n'est pas à des anarchistes que l'on peut objecter la difficulté d'une besogne. Cette œuvre-là, comme les autres, nous en viendrons à bout, j'en suis bien persuadé. Je suis convaincu que lorsque nous en aurons vu et compris toute la grandeur, toute l'utilité immédiate, les efforts de tous et de toutes seront tels que ce sera rapidement que nous voudrions édifier la cité de demain et ce sera avec courage, avec énergie, avec impétuosité même que surgiront et germeront de toutes part, partout, dans tous les coins, les embryons communistes, les ruches de bonheur et d'harmonie, les centres anarchistes dans la multiplicité

desquels nous verrons éclore la société et voulue, à l'aurore d'une ère nouvelle, ère de bonheur, de raison et d'amour.

André LORULOT.

AUX INDIFFÉRENTS

Lorsque nous expliquons nos idées à des ignorants, ils nous répondent généralement et invariablement par ces mots: « Certainement, vos idées ont du bon, elles sont belles, généreuses, mais elles sont irréalisables!... »

Ceux qui vous disent cela sont encore des intelligents auprès de certains qui vous insultent et ne sont nullement rassurés tant qu'ils se trouvent en votre présence, craignant, dans leur bêtise, quelque mauvais coup de votre part.

Or, pourquoi nos idées sont-elles irréalisables momentanément? Parce que nous ne sommes actuellement qu'un noyau, noyau qui, cependant, grossit lentement tous les jours.

Mais c'est radicalement insuffisant de convenir qu'une idée est belle et bonne à mettre en pratique et d'en rester là; il faut au moins bouger, agir quelque peu, user d'initiative, enfin. Si chaque individu convaincu entreprenait son voisin, par exemple, nul doute que le nombre de nos adeptes n'augmentât d'une façon sensible.

Je sais bien — pour en avoir usé, pour en user encore — qu'il y a des obstacles à surmonter pour élargir la propagande, on est forcé de faire des concessions parfois, on ne fait pas tout ce que l'on voudrait faire, mais le peu d'action que l'on exécute profite pourtant à l'idée que l'on aime.

Il est vrai qu'il y a des heures de découragement, de dégoût, et nous avons de sérieux motifs pour cela souvent, mais si nous sommes un instant abattus, nous nous ressaisissons davantage peu après.

L'indifférence est une plaie sociale; il ne s'agit pas de dire: « A quoi bon! » ou « Après moi le déluge! » il faut quand même s'intéresser à la marche en avant des idées nouvelles et prendre surtout sa part de la lutte engagée contre les despotismes régnants.

L'indifférent est coupable, il est le complice inconscient de nos maîtres, il voit et comprend souvent, mais il laisse faire, et il arrive que les cris d'indignation ou de pitié, prêts à s'échapper, s'arrêtent dans sa gorge, parce que, en somme, « cela ne le regarde pas, après tout, il n'a pas à se mêler des affaires d'autrui! »

C'est de la faute aux indifférents si les prêtres de toutes les religions continuent à abrutir l'humanité par leurs stupides mensonges, et quand des massacres ont lieu, au nom de la Patrie menacée, c'est encore l'œuvre néfaste des indifférents, parce qu'ils laissent faire quant il faudrait s'interposer, parce qu'il faudrait crier pendant qu'ils gardent le silence, parce qu'ils ont peur devant les traineurs de sabre et les chevaliers du Saint-Goupillon, parce que ce sont des lâches, parce que ce sont des brutes, parce qu'ils sont hypnotisés par le prestige des futurs massacreurs en uniforme, prestige que ces derniers savent déployer aux yeux des abrutis!... Tout le mal n'existe que parce qu'il y a des gens qui veulent rester étranger aux manifestations de la vie sociale.

Les indifférents s'enlisent chaque jour dans le vil esclavage, s'encroûtent dans la médiocrité, et, par leur calme insensé, barrent la route à ceux qui veulent la liberté, sans loi ni limites aucunes.

Les indifférents font partie des soutiens de la société que nous voulons démolir, et s'ils ne savent pas nous comprendre, ils n'auront qu'à disparaître!...

Henri ZISLY.

Vieil article! Idées jeunes

Nous avons eu souvent l'occasion de noter que le mouvement syndical actuel a ses racines dans l'Association internationale des travailleurs.

Les idées générales, les conceptions d'actions, la tactique, qui sont le bagage actuel du syndicalisme, se retrouvent dans l'Internationale. Nous n'en pouvons donner de meilleure preuve qu'en publiant un article vieux d'une trentaine d'années, dû à la plume d'un des militants de la première heure de l'Internationale, le citoyen James Guillaume.

En 1874, en Suisse, se projetait une campagne pour la réduction de la durée du travail à dix heures. Et voici comment, à ce propos, dans le Bulletin de la Fédération Jurassienne du 1^{er} novembre 1874, le citoyen James Guillaume exposait le point de vue de l'Internationale:

« Nous avons parlé du mouvement qui se produit dans la société du Grütli, pour obtenir du gouvernement suisse une loi établissant la journée normale de dix heures de travail.

» Sur le fond de la question, c'est à dire sur la nécessité de diminuer la longueur de la journée de travail, nous sommes d'accord avec les Grütliens; il y a longtemps que l'In-

ternationale a déclaré qu'à ses yeux il fallait, dans les grèves, attacher encore plus d'importance à la réduction des heures de travail qu'à une augmentation de salaire.

» Mais nous n'admettons pas le moyen d'exécution que propose la société du Grütli, et avec elle presque tous les ouvriers de la Suisse allemande: l'intervention de l'autorité législative.

» Nous allons résumer brièvement nos objections sur ce point. Nous les avons déjà exposées souvent dans les meetings et dans la presse socialiste: mais il est des choses qu'on ne saurait trop répéter.

» Notre opinion est que, c'est aux ouvriers eux-mêmes à limiter la durée de la journée de travail. Si les ouvriers le veulent sérieusement, ils peuvent, par la seule puissance de leur organisation en sociétés de résistance, forcer la main aux patrons sur ce point, sans avoir besoin de l'appui d'aucune loi de l'Etat. Et, au contraire, si les ouvriers ne sont pas organisés de manière à pouvoir imposer leur volonté aux patrons, ils auront beau invoquer le texte d'une loi que leur aurait octroyé le pouvoir législatif: cette loi sera constamment éludée et restera à l'état de lettre morte, parce que les ouvriers ne seront pas assez forts pour contraindre la bourgeoisie à l'exécuter.

» Précisons les choses.

» Plaçons-nous d'abord dans la seconde hypothèse. Les ouvriers, au lieu de comprendre que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, attendent leur salut de l'Etat. Ils négligent ce qui, à nos yeux, devrait être leur préoccupation constante, la pensée unique de leurs jours et de leurs nuits: la création et la fédération des sociétés de métiers, destinées à faire la guerre au capital. Ils concentrent toute leur activité sur ce point: chercher à faire passer quelques-uns des leurs dans l'autorité législative; et, en même temps, conclure avec celui des partis bourgeois qui se dira le plus avancé, une alliance politique, dont les conditions seraient quelques améliorations apportées sur le papier, à la situation légale du travailleur.

» Qu'arrive-t-il alors?

» Les ouvriers ne s'étant pas constitués en un corps à part, ayant son organisation et sa vie propres, ne forment pas une puissance indépendante; ils ne sont pas ce qu'ils doivent être: le monde du travail, en lutte avec le monde du privilège (et par le monde du privilège nous entendons la bourgeoisie de toutes nuances, y compris les radicaux les plus rouges). Ils n'ont d'autre organisation que l'organisation factice, étrangère aux réalités du travail, qu'ils reçoivent de leurs meneurs politiques pour les besoins de la lutte électorale; ils sont une arme puissante entre les mains de ces chefs, qui se servent d'eux comme de bétail à voter. *Slimwich*, selon l'expression énergique des allemands, mais, livrés à eux-mêmes, ces ouvriers sont hors d'état d'agir et de faire prévaloir leur volonté propre. Ils s'apercevront souvent qu'on les dupe; ils se fâcheront, ils crieront; mais que faire après tout? Il faut bien se résigner. Tout au plus se vengera-t-on du charlatan en cessant de voter pour lui et en reportant sa voix sur un autre charlatan qui ne s'est pas encore démasqué et qui a mieux su conserver sa popularité.

» Dans cette situation, les ouvriers n'obtiendront d'autres concessions que celles que la bourgeoisie voudra bien leur faire. La bourgeoisie restera seule juge du plus ou moins d'étendue qu'elle donnera à ces concessions, du plus ou moins de bonne foi qu'elle mettra à remplir ses promesses; et les ouvriers, privés de toute action propre, ne pourront exercer aucun contrôle sérieux, ne pourront pas forcer la bourgeoisie lorsque celle-ci refusera de s'exécuter.

* *

» Envisageons maintenant l'autre alternative.

» Les ouvriers se sont organisés partout en sociétés de métiers. Ces sociétés se sont groupées en fédérations corporatives, et ces fédérations, à leur tour, se sont fédérées entre elles, couvrant le pays d'un vaste réseau. C'est l'armée du travail, une armée qui, une fois aguerrie et disciplinée, est en état de tenir tête à la bourgeoisie et de lui dicter des lois.

» Lorsque cette organisation est réalisée, quelle est la marche à suivre pour obtenir des réformes sociales? Les ouvriers ont-ils besoin de s'adresser en humbles pétitionnaires à l'autorité législative pour la prier de les prendre sous sa protection? Nullement. S'ils veulent raccourcir la journée de travail, ils signifient à leurs patrons leur volonté, et, la résistance à l'armée du travail étant impossible, les patrons sont forcés de céder. S'agit-il d'augmenter les salaires, de prendre des mesures concernant le travail des femmes et des enfants, etc., etc.? On emploie le même moyen; au lieu d'avoir recours à l'Etat, qui n'a de force que celle que les ouvriers lui donnent, les ouvriers règlent directement avec la bourgeoisie, lui posent leurs conditions, et, par la force de leur organisation, la contraignent à les accepter.

* *

» Résumé: Pour qu'une loi en faveur des ouvriers ne reste pas lettre morte, et qu'elle soit réellement exécutée, il faut que les ouvriers disposent d'une force capable d'en assurer l'exécution.

» Pour acquérir cette force, les ouvriers doivent s'organiser en sociétés de métiers fédérées entre elles.

» Mais une fois cette organisation faite et cette force acquise, les ouvriers n'ont plus besoin de réclamer la protection de la loi bourgeoise: ils sont devenus une puissance, peuvent se faire justice eux-mêmes. »

Entretiens d'un Paysan

LETTRE A L'AMI ANTOINE

La Cambrouse, le 23 juin.

Tu peux être sûr, mon vieux Antoine, que si c'était pas pour toi, je laisserais pas toute une cétérée de foin épandu à moude-louer, pour t'écrire. C'est que ça barde de ce moment-ci et on a pas bien le temps de s'occuper d'autre chose que des prés.

Aussi c'est-y à la galope que je vais te barbouiller ces quelques mots de lettre.

Puisque c'est juste le moment où tu peux pas trouver d'ouvrage à la ville toi, tu as bien eu le temps de penser à tout ça que je t'ai dit la dernière fois.

Eh bien! C'est-y que tu le trouves-vrai?

C'est-y pas vrai que le petiot d'un riche est tout à fait pareil en venant au monde à celui d'un pauvre bougre qui n'a pas le sou? et qu'il a toujours tout ça qu'y lui faut et tout ça qu'y veut sans avoir besoin de travailler, rien que de le demander? tant que le gas du pauvre bougre, après avoir été élevé de misère, tabin que tabou, est obligé de tant travailler qu'une bête pour pouvoir vivre?

Ca se voit foutre assez bien, que si on les connaîtrait pas un contre l'autre quand y sortent du nid, gna une sacrée différence plus tard.

Mais d'où ça vient-y?

Tu vas me dire: bougre d'âne! y faut que tu sois bien bête si tu vois pas que c'est parce que les riches ont des revenus?

Té! gna pas besoin d'être bien fin pour comprendre que s'y z-avaient pas des revenus, y ne seraient pas riches; mais d'où c'est-y qui viennent leurs revenus?

C'est ça que je voudrais faire rentrer dans ta caboche si elle n'est pas trop dure.

Quand un petit mouchichou vient au monde chez un riche, tu sais bien qu'y n'a pas plus d'argent qu'un crapaud de plume, comme on dit? et si personne lui en donnait, y n'en aurait pas plus que le petiot du premier peillaire venu: Mais gna sa maman, son papa qui en ont, qui ont des propriétés ou bien des usines, ou bien des grands magasins qui leur rapportent des revenus.

Qu'est-ce qu'y z'ont fait pour avoir ça? rien du tout! Eux aussi, y z-avaient des papas, des mamans qui leur ont laissé en mourant cet argent, ces propriétés, ces usines, ces magasins. Mais s'y z'étaient tout seuls, comment c'est-y qu'y z'auraient des revenus avec ça, comment c'est-y qu'y pourraient vivre sans travailler?

Ils pourraient bien mettre leur argent en tas dans une cave: y ne pousserait pas; et leurs usines qu'en feraient-y? C'est pas eux qui font le papier, le fer, la fonte, l'acier, les étoffes? Et dans leurs magasins qu'est-ce qu'y z'y mettraient s'y ne pouvaient pas faire marcher leurs usines?

Et leurs propriétés? c'est pas eux qui vont labourer, et le blé ne vient pas tout seul; l'herbe aussi pousse pas rien que d'aller se rouler dessus quand gna de l'ombre, ni elle se coupe pas de la regarder, foutre! nous le voyons bien nous autres tout à l'heure; y faut tremper sa chemise pour pouvoir donner du foin aux chevaux et aux vaches, pour pouvoir aller en voiture, boire du lait et manger de la viande!

Il faut donc qu'y gnan ait d'autres pour travailler à la place de ces oiseaux qu'on appelle des bourgeois! s'il n'y avait personne plus qu'eux, y seraient bien vite tous crevés: parce que y n'auraient plus de revenus.

Les revenus, c'est nous autres qui les leur donnons. Ecoutes moi bien et tu vas voir:

Gna là un bourgeois qui a une grande propriété, bien entendu c'est pas lui qui veut la travailler, alors qu'est-ce qu'y fait? il la loue à un pauvre bougre qui n'a pas large de terre comme un palissou.

Le bourgeois s'arrange de manière que le pauvre bougre qui lui afferme son terrain soye obligé de bien travailler pour pouvoir lui donner l'argent de sa ferme, y lui laisse rien que bien juste ça qu'y lui faut pour vivre, tout le reste y se le fait donner.

Ca fait que le fermier travaille son chien d'aise du matin bien de bonne heure jusqu'au soir bien tard, tant que le bourgeois se fait pas de bile.

Le bourgeois a une jolie maison, un château qui est couvert en ardoise, où gna de grandes fenêtres qui donnent sur de jolis jardins pleins de jolies fleurs, qui sentent bien bon.

Il y vient dans l'été passer quelques temps, puis pour chasser, s'il s'y ennue y s'en va voyager ailleurs dans les villes où on s'amuse bien; dans l'hiver y s'en va dans les pays où y ne fait pas froid, ou bien s'y reste, y peut bien se chauffer, il a du charbon, du bois tant qu'il en veut.

Y va se ballader en voiture, en automobile, il a des domestiques pour lui cirer ses souliers, lui aider à s'habiller, même lui vider son pot de chambre. Sa Madame n'a

pas besoin de se brûler les doigts à faire la soupe gna une cuisinière qui s'en charge et qui lui prépare des choses léchadières comme tout; elle n'a pas besoin de se peigner ni de se débarbouiller elle a des domestiques, même si elle vient à avoir un moutard, c'est pas elle qui lui donne à têter elle prend une autre femme qui laisse son petit à elle pour gagner quelques sous en allant donner son lait à celui de la Madame.

Avec quoi c'est y qu'y se paye tout ça le Mossieu? — Avec l'argent que ses fermiers lui donnent.

Le fermier quand y fait chaud, en été il est dans le pré sitôt que ça fait jour et toute la journée y travaille à plein corps à couper l'herbe pour en faire du foin.

Le foin sera pour les vaches qui auront des veaux, les veaux le fermier vendra au boucher, c'est le bourgeois qui mangera la viande et qui aura l'argent car le fermier le lui donnera pour payer sa ferme.

Le bourgeois se repose à l'ombre, va faire l'amour avec sa femme s'il est jeune, ou bien va se coucher à l'ombre en fumant un bon cigare et en lisant son journal si ça lui dit rien de faire l'amour: son fermier fauche dans le pré y se crève en pleine chaleur à pousser son dar dans l'herbe, le soleil le cuit, la sueur en pisse de son front et de son échine: qui c'est y qui en profitera le plus de son travail? — lui ou bien son propriétaire? — Moi je dis que ça sera le propriétaire.

Maintenant y faut que je te laisse, car y faut que j'y aille moi aussi travailler pour le propriétaire, mais je me venge en t'expliquant à toi et aux autres que c'est pour lui que nous travaillons non pas pour nous, ça fait que un jour quand gnan aura une bonne tapée qui verront d'où que ça vient qu'on est malheureux, et qui sauront ça que gna à faire pour le changer... on essaiera et tant plus nous saurons ça que nous voulons, tant plus nous serons sûrs de réussir.

Bien entendu j'ai pas fini de te dire tout ça que j'ai dans la tête; je te retournerai écrire sitôt que je pourrai, puisque ça que je te dis t'intéresse.

Et notre curé! Y ne faut pas l'oublier c'est un si brave homme qui aime à donner du commerce à ses pratiques! La preuve c'est que un jour y s'en va veiller chez une boulangère qu'est bien dévote. Cette boulangère a un fils qui est pharmacien. Ce fils a fabriqué, avec un autre pouticaire comme lui, une espèce de drogue pour les femmes qui ont des maladies qui se disent pas. Notre curé avait trop bien soupé et était un petit peu émouiché; y demande au pharmacien s'y vend bien de sa drogue. L'autre lui répond que oui, que ça commence. Alors le curé lui dit: je vous en prendrai une petite fiole moi aussi, combien que vous la vendez? — Mais M'sieu le curé ça n'est bon que pour les femmes; ça ne peut pas vous servir! — Ça ne fait rien que je vous dis vous voici trois francs, j'en veux une fiole... Que diable voulait y en faire?.....

Je me sauve, les autres sont déjà partis. Ma femme t'embrasse bien, les petits aussi.

Bonjour des pays, ton compagnon qui te serre la main.

Jean DOBRÉ.

Demandez chez tous les vendeurs de "L'Ordre" notre très intéressante brochure: DIEU N'EXISTE PAS.

Prix: Dix centimes

CHRONIQUE LOCALE

Elucubrations de Journalistes

Nos adversaires de toutes nuances ne sont jamais à bout d'arguments, surtout lorsque sur un journal quelconque leur prose ne subit la censure d'aucun *châtreur de copie*. Dame, il faut bien que s'emplissent les colonnes, serait-ce des pires bêtises, ou bien des pires mensonges. Le journalisme mène à tout, même quand on n'est qu'apprenti.

Depuis bien longtemps j'avais fait les constatations ci-dessus, mais si des doutes pouvaient encore subsister dans mon esprit ou dans celui de ceux qui assistaient à ma conférence du 9 juin, les comptes rendus du *Populaire* et de *La Croix* suffiraient à nous désillusionner.

Imaginez-vous, amis lecteurs, qui n'étiez pas du nombre des 63 assistants, que pendant mon exposé, j'eus la malencontreuse idée dans une diversion, de faire appel à des notoriétés journalistiques présentes, leur demandant l'appui de leurs lumières pour l'éducation de tous. Ah oui! nous fûmes servis à souhait... le lendemain, dans le *Populaire* et... huit jours après dans *La Croix*.

Parmi ces honorables journalistes, se trouvait justement un talentueux sociologue et philosophe pour lequel les œuvres de Kropotkine ou de Crave ne présentent guère, il vous démolit ça... c'est é-pa-tant, la veille de ma conférence tous les lecteurs de son journal avaient été frappés de son habileté à ironiser Kropotkine.

Oui, lecteurs, l'habile reporter du *Populaire* nous apprit le lendemain que faire appel à la

contradiction, la provoquer, c'est être autoritaire.

Il est vrai que ceux qui l'ont approché connaissent son art à démontrer l'in vraisemblable. De même qu'il soutint jadis qu'un anarchiste était anarchiste, aujourd'hui il démontrera quand nous voudrons que le collectivisme n'est pas le collectivisme ou que patriotisme et antipatriotisme sont synonymes; il démontrera tout cela... sur son journal, mais si en réunion publique on l'invite à s'expliquer, démontrant que j'avais raison de dire que, des journalistes présents — il n'était pas seul — sont payés pour écrire sur un journal, et encore payés pour se taire en conférence; il observera « un silence dédaigneux » en prenant la poudre d'escampette. O éducateur du peuple!

Certes, nous n'exigeons pas d'un assistant d'aborder la tribune s'il n'est pas habitué à parler en public, mais Henri...y Penot n'est pas dans ce cas; à l'U. P. de la route d'Aix il soutint une controverse avec l'abbé Desgranges; plusieurs fois j'ai eu moi-même à discuter publiquement avec lui ses étranges paradoxes, d'ailleurs, il se déclare volontiers contradictoire victorieux de Sébastien Faure.

Mais Penot n'était pas seul, un de ses honorables collègues but le calice jusqu'à la lie, s'il ne suivit pas Penot dans sa fuite, son silence montra qu'il refusait le débat. Cousin Marc, orateur distingué du Sillon, aurait bien pu — et c'était son devoir d'apôtre du Christ — nous donner quelque peu de lumières du saint esprit dont il est possesseur; il aurait pu, notamment, nous causer des prix démocratiques des conférences Sangnier, ou des sacrements religieux; mais non, les journalistes étaient payés pour se taire.

Armand BEAURE.

P. S. — Je viens d'apprendre de source certaine que Henri...y Penot, au *Populaire* ou ailleurs n'est considéré que comme tête de turc ou bouffon.

Après les terribles épreuves subies du *Réveil du Centre* au *Populaire* il fallait quelqu'un pour faire renaître la gaité tant à la rédaction que chez les lecteurs de l'organe unifié; ce quelqu'un fut trouvé en la personne (d'Henri...y pour les Lacédémoniennes), Triboulet au petit pied pour ceux qui l'approchent.

Si j'avais appris plus tôt ces choses, que cependant je soupçonnais, je me serais gardé d'écrire quoi que ce soit concernant Penot qui n'en sera que plus pénard. A l'avenir nous le laisserons égarer les neurasthéniques qu'il conçoit, par ses bouffonneries.

A. B.

A Propos du Lock-Out

Malgré la très brillante victoire électorale remportée par le prolétariat limousin le 6 mai dernier, le patronat, que cette victoire n'a pas ému — tant est impuissant le parlementarisme à émouvoir la puissance capitaliste — menace encore de décréter le lock-out.

Usura-t-il de cette arme dangereuse pour l'industrie et surtout pour l'intérêt patronal? Nous ne pouvons le savoir. Nous devons cependant prendre des précautions.

En cette circonstance, nous invitons les ouvriers intéressés à bien peser ce qu'ils doivent décider, car nous ne comptons nullement sur les élans impulsifs d'une masse inconsciente pour mener une lutte qui doit être conduite avec réflexion et énergie.

S'ils ne se sentent pas assez forts pour jouer une telle partie, qu'ils s'évitent au moins le ridicule de l'entamer; si, au contraire, ils se sentent assez puissants pour résister efficacement, qu'ils aillent au bout de la résistance; nous serons avec eux. Mais avant tout, qu'ils réfléchissent plutôt dix fois qu'une.

Nous ne sommes pas des phraseurs, ni des flatteurs; nous n'attendons aucune sinécure ni aucune écharpe des troubles économiques; nous ne satisfaisons pas non plus un impérieux besoin de lutte; par conséquent, nous sommes de ceux qui n'entameront la lutte qu'à la dernière extrémité.

Mais une fois entamée, nous la poursuivrons énergiquement et nous essaierons d'opposer au terrorisme patronal le terrorisme ouvrier.

Cependant, nous devons le dire à regret, nous n'avons nulle confiance dans la puissance, la sagesse, le bon sens et l'énergie de la corporation qui a déclaré la grève à la maison Théodore Haviland.

C'est pourquoi nous devons tous agir avec beaucoup de prudence, car toute bataille pour laquelle rien n'est préparé ne doit pas être engagée.

Nous l'avons déjà dit; nous ne sommes pas des flatteurs; nous disons toujours ce que nous pensons.

« L'ORDRE »

Le Successeur de M. Betoulle

Le citoyen Achille Fèvre est devenu administrateur du *Populaire du Centre* en remplacement du citoyen Betoulle, appelé à de plus lucratives fonctions.

Nous félicitons le citoyen Fèvre de son exceptionnelle réussite.

Nul mieux que lui n'était capable de succéder au citoyen Betoulle. Comme son prédécesseur, le citoyen Fèvre a le caractère très accommodant et affecte le même bon garçon-

nisme. Dans sa carrière militante qui n'a jamais été orageuse, il a su s'attirer, non point cette sympathie passionnée et irraisonnée que la foule accorde à ceux qui ont fait vibrer son âme, mais seulement cette neutralité bienveillante que l'on accorde aux caractères neutres.

Le citoyen Fèvre appartient à cette catégorie de gens effacés, toujours polis, souriants et conciliants qui ne suscitent ni haine ni amour et ne soulèvent aucune passion tant ils apportent de soins à s'incliner dès qu'ils sentent l'orage gronder au-dessus de leur tête. Il est de ceux qui redoutent les périlleuses aventures du militantisme courageux et son horreur des meurtrissures est si intense que toujours il s'écarte des controverses et des batailles ardentes, ne réapparaissant que pour recueillir le maximum des profits sans avoir jamais encouru un minimum de risques.

Nul doute qu'avec de telles qualités morales il ne devienne un jour maire de Limoges, à moins que les jaloux ne lui créent des embarras.

Contre le Parlementarisme

AVEUX IMPRUDENTS

Le tort du parlementarisme, c'est de se dépenser en paroles à une époque où il ne faut plus que des actes et d'aboutir à des comédies dans un siècle où il ne faut plus que des résultats.

LAMY-RICHARD.

(*Courrier du Centre*.)

* * *

Le pays est plus avancé que le gouvernement. Seulement ses élus commencent à le trahir.

A. PRESSEMANE.

(*Populaire du Centre*.)

L'Affaire Marchadier

Il paraît que l'affaire du trop célèbre contremaître Marchadier divise les membres du groupe socialiste en deux camps.

Dans l'un de ces camps figurent la plupart des amis personnels du révolutionnaire transformé; les uns, amis désintéressés, complaisants jusqu'à la faiblesse, qui se refusent à le condamner; les autres, amis intéressés qui le défendent parce qu'ils ont besoin de son concours.

Dans l'autre camp figurent les citoyens probes et fermes qui n'ont qu'une règle de justice et de dignité et l'appliquent impartialement à tous, amis ou ennemis. C'est vers ces derniers que vont nos sympathies.

Une division semblable, sur un tel sujet, nous étonne. Comment, voilà un groupe qui s'intitule socialiste et qui mieux est déclare poursuivre la lutte de classe; on croirait donc, qu'à l'exemple des syndicats, il repousse toute accointance avec la classe qu'il combat et les représentants directs de cette classe! Pourtant, il tolère en son sein un contremaître — ce n'est d'ailleurs pas le seul — qui est bien le représentant direct de la classe patronale. En principe, il est donc logique de l'exclure même si aucun grief n'était apporté contre lui; c'est de la logique syndicaliste. Mais, en outre, ce chef tyranique a été formellement accusé par le secrétaire de la Fédération céramique, qui en a informé la presse, d'avoir commis d'intolérables abus d'autorité à l'égard des ouvriers qu'il dirige; il y a donc en faveur de l'exclusion de ce contremaître exécuté deux raisons excellentes.

La première est une raison de principe: un groupe de lutte de classe ne doit pas conserver en son sein des représentants de la classe patronale, non plus que des patrons; la deuxième est une raison de sentiment: un groupe socialiste qui combat pour l'amélioration morale et matérielle de la classe ouvrière doit être impitoyable pour ceux de ses membres qui aggravent la situation déjà humiliante des ouvriers.

Mais, diront les complaisants amis de l'autoritaire Marchadier, la preuve des abus commis par ce contremaître n'a pas été faite au groupe socialiste. Ah la belle hypocrisie!

La preuve que ces soutiens indulgents réclament avec la secrète envie qu'elle ne se produise point a été faite devant l'organisation syndicale de la Céramique et c'est elle-même qui, par ses communiqués à la presse, a certifié l'exactitude des faits reprochés à M. Marchadier; c'est là, nous pensons, un témoignage qui devrait avoir, aux yeux d'un groupe socialiste, une autorité indiscutable.

Eh bien! malgré cela, on hésite à prendre une juste décision et ce sont de très farouches révolutionnaires qui se font aujourd'hui les singuliers défenseurs du contremaître Marchadier, fidèle exécuteur du patronat, qui ajoute encore à ce rôle qu'aucun de nous ne devrait accepter toutes ses ressources personnelles de sottise méchanceté et de basse autorité.

Cela est d'autant plus inconcevable que l'on a exclu du groupe socialiste des camarades qui avaient commis des fautes moins graves.

Il est vrai que même la justice socialiste a deux faces: souriante pour les uns, cruelle pour les autres.

Textes supprimés

Imitant ses confrères politiciens, le *Populaire du Centre* publie des comptes rendus inexacts des séances du Palais-Bourbon.

C'est ainsi que, par exemple, l'on chercherait en vain dans la réponse de M. Clémenceau à Jaurès, publiée le 19 juin, ces phrases cinglantes qui tombaient sur Jaurès, comme autant de coups de fouet, phrases que nous avons retrouvées dans toute la presse parisienne et locale:

M. CLÉMENCEAU. — *Ce n'est pas à M. Paul Constans, c'est à M. Jean Jaurès que je m'adresse.*

A M. Jean Jaurès je dis: *Vous avez prononcé des discours; vous avez publié des articles où vous dites que j'ai comprimé, refoulé la classe ouvrière. Pourquoi avez-vous gardé le silence pendant les grèves de Chalons et du François?*

Vous m'accusez à propos de grèves où pas un gréviste n'a été tué, où des soldats et des officiers ont été tués.

Expliquez donc votre silence à propos des grèves de Chalons, du François, où pas un soldat n'était tué, mais où les gendarmes ont tué des ouvriers. (Vifs applaudissements au centre et à gauche.)

Ami du gouvernement d'alors, vous gardiez le silence et vous lui accordiez votre confiance dans l'ordre du jour alors voté.

Comme on a pu le comprendre, M. Clémenceau, pour s'excuser du rôle odieux qu'il joue au ministère de l'Intérieur, faisait allusion au socialiste Millerand que les farceurs du réformisme, Jaurès en tête, ont glorifié pendant cinq ans. Naturellement, cette réplique de Clémenceau était fort gênante pour les socialistes unifiés et en particulier pour les révolutionnaires assagis qui ont fait une alliance intéressée avec ce grandiloquent bateleur; aussi ont-ils jugé bon de la supprimer.

Il n'y a pas que M. Aulard pour mal écrire l'histoire!

Le Cri du Cœur

En apprenant l'élection du citoyen Fèvre au poste d'administrateur du *Populaire du Centre*, le citoyen Gaillard a poussé, avec tristesse, cette exclamation:

— Il me l'a pris; moi qui le voulais tant!

Le Mot de la Fin

Dans un salon, on discutait sur les splendeurs de la vie royale:

— C'est égal, dit un jeune homme, je ne voudrais pas être roi; le métier comporte trop de risques!

— C'est vrai, reprit finement la maîtresse de maison, nous en avons eu, récemment, des preuves... éclatantes.

Incertitude

« Les réformes décisives ne sont à la portée d'aucun parti, d'aucune Chambre, d'aucun gouvernement, et ne pourront être réalisées que par l'avènement au pouvoir de la classe prolétarienne. Jaurès le sait comme Guesde. »

« Le problème n'est pas là. Ce qui importe est de savoir si l'on peut attendre des réformes profondes. — encore qu'elles laissent subsister le régime. — d'une majorité qui lésent ces réformes. Jaurès le croit. Il a cette raison d'y croire que la majorité les a promises. Guesde ne le croit pas. »

« Je reste, quant à moi, fort hésitant. J'ai de grands doutes. Je ne sais pas. »

Ainsi écrivait le citoyen P. Bertrand dans le *Populaire du Centre* de l'avant-dernière semaine. Il confessait loyalement son incertitude au sujet des réformes.

Nous, hélas! quoique plus jeunes que lui nous sommes moins incertains et n'avons plus d'espoir. Nous disons sans prétendre à l'infaillibilité, que nous ne pouvons pas attendre de la bourgeoisie radicale des réformes profondes, parce que étant maîtresse des pouvoirs publics elle n'aura pas la naïveté de porter la main sur ses privilèges; toute amélioration réelle devant être faite, fatalement, au détriment des privilégiés, elle ne nous servira que des réformes anodines qui constitueront des trompes-l'œil.

Ensuite nous ne croyons pas aux réformes parce qu'elles retombent toujours à notre charge. Exemple: Supposons que la Chambre et le Sénat votent l'application de l'impôt sur le revenu; les propriétaires d'immeubles, d'usines ou de terrains agricoles qui auraient certes préféré ne pas voir cette loi qui va leur créer des ennus passagers, sauront bien cependant se défendre contre elle.

Les propriétaires d'immeubles feront subir aux locataires les effets de la réforme en augmentant les loyers; et les locataires c'est nous.

Les propriétaires d'usines feront subir à leurs ouvriers et aux consommateurs les effets de la réforme, soit en diminuant les salaires ou en augmentant le prix des produits; et les ouvriers et les consommateurs, c'est encore nous.

Les propriétaires agricoles agiront de même; ils élèveront le prix des céréales; et nous serons encore les victimes de la réforme.

Autre exemple: Supposons que l'on applique la loi sur les retraites ouvrières. Ces

retraites doivent être constituées : 1° par l'Etat; 2° par le patron; 3° par l'ouvrier.

Or, dans la réalité que se passera-t-il ? La part payée par l'Etat sera prélevée sur le travail de la nation. Qui travaille ? Nous. Qui paiera ? Nous.

La part payée par le patron sera prélevée sur les bénéfices du patron, puis reprise sur le travailleur, soit sous forme de diminution ou de non-augmentation de salaires, soit par l'élévation du prix des produits. Qui travaille ? Nous. Qui consomme les produits ? Nous. Qui paiera ? Encore nous.

La part payée par l'ouvrier; cela se passe d'explication. C'est la seule franchise contenue dans la loi que Paul Lafargue qualifie d'escroquerie.

Qui paiera ? Toujours nous.

Et les exemples pourraient se multiplier.

De plus, nous ne voulons pas de réformes, parce que d'accord, en cela, avec le citoyen Bertrand, nous pensons que toute réforme profonde, réellement bonne, laisse non seulement subsister le régime, mais encore, en le rendant plus tolérable, le consolide efficacement.

Pour nous, réformer c'est tourner dans un cercle vicieux; croire aux réformes, c'est s'attarder et retarder la Révolution; se déclarer réformiste, quand on est révolutionnaire, c'est faire preuve d'illogisme.

Acte de Naissance

Nous prenons acte de la naissance de l'Association d'unité républicaine qui serait beaucoup mieux dénommée : *Association de la jeunesse républicaine*.

En effet, les fondateurs les plus en vue de cette association se donnent la mission d'assurer l'entente entre le capital et le travail, c'est-à-dire l'entente entre le loup toujours dévorant et le mouton toujours dévoré.

Voici ce qu'ils disent dans leur déclaration qui ne passera pas à la postérité :

« Nous ne voulons pas abaisser ceux qui sont en haut; nous voulons, au contraire, élever ceux qui sont en bas. Nous voulons, en appelant les humbles à fraterniser avec les favorisés de la fortune, à apprendre aux uns et aux autres à se mieux connaître et à s'estimer plus; nous voulons que le capital et le travail se traitent en alliés, non en ennemis. »

C'est la réédition de la formule du jaune Biétry; pourtant ces messieurs affectent de le mépriser! Y aurait-il malentendu ou seraient-ils des jaunes qui s'ignorent? »

Naturellement, cette association de jeunesse démocratique comprend des patrons tels que M. Maurice Monteux, fils de l'industriel qui, il y a un an, prouvait l'amour qu'il professe envers ses ouvriers, en leur appliquant impitoyablement la règle du « Qui aime bien, châtie bien ».

Il y a aussi des directeurs de fabrique tels que le bien portant et très démocratique Dumignard et des hommes du monde comme l'ex-porcelainier jaunifié en compagnie de M. Lavertujon, nous disons : M. Gilbert Thuillier.

Tous déclarent dans l'extrait ci-dessus qu'ils ne veulent pas abaisser ceux qui sont en haut. Nous le croyons sans peine, car il serait cruel pour M. Monteux de s'abaisser jusqu'à être ouvrier, pour M. Dumignard de redevenir employé au lieu d'être directeur et pour M. Thuillier de reprendre son ancienne profession. Ils sont tous en haut et veulent y rester. C'est clair.

Ils veulent aussi « appeler les humbles à fraterniser avec les favorisés de la fortune afin que les uns et les autres se connaissent mieux »; nous comprenons fort bien. Ces messieurs font appel aux mouchards qui sont, en effet, très humbles et pourraient les renseigner sur ceux qu'ils veulent connaître mieux.

Avis à ceux qui voudraient y entrer.

A TRAVERS LES BAGNES

A l'Union de Limoges

Quoi qu'étant d'avis de favoriser les sociétés ouvrières, le conseil, se trouvant en face de petits patrons, décide de refuser les 1,000 francs que sollicite, à titre de prêt, l'Imprimerie Ouvrière.

(Séance du conseil d'administration du samedi 7 avril 1906.)

C'est sur le dernier numéro du journal *L'Union de Limoges* que nous avons puisé le bouquet ci-dessus.

Il est entendu qu'ici nous ne voulons pas attaquer le principe de la coopération, étant nous-mêmes coopérateurs en théorie et en fait. Nous ne voulons pas non plus inculquer tous les membres du conseil d'administration des griefs justifiés que nous formulons contre certaine coterie politique faisant partie de ce conseil, agissant en véritables autocrates, sévissant par haine politique contre tout ce qui, politiquement parlant, n'est pas en accord parfait avec eux.

Trop longtemps la presse locale, par crainte de perdre sa clientèle s'est tue sur certains

agissements que nous sommes décidés à dévoiler coûte que coûte. L'injustice, d'où qu'elle vienne, devant être combattue.

Pour aujourd'hui, nous signalerons le fait suivant :

Un des deux signataires de la lettre concernant le cas Rougerie, publiée sur notre précédent numéro, déjà mis en disgrâce pour l'adresse de cette lettre au conseil d'administration, vient, SANS EN AVOIR ÉTÉ PRÉVENU AU PRÉALABLE, d'être diminué de dix francs par mois.

Voilà les agissements de ceux qui, mensongèrement, critiquent des sociétés de production fondées sur des bases essentiellement syndicalistes. Agissements que se garderaient de commettre n'importe quel patron.

Le malheureux ouvrier en question, ancien ouvrier imprimeur, mis à l'index par le patronat de sa corporation, père de famille, apprendra à son détriment ce que valent certains philanthropes pseudo-socialistes.

Le comité de défense des ouvriers de l'Union a été saisi de ce cas.

A l'Usine Guérin

Un garde-chiourme nommé Garaud nous est signalé pour son insolence envers certains de ses ouvriers qui ne veulent pas se faire ses mouchards, rôle que quelques autres remplissent avec raffinement. A ceux-là, bon travail, abondant et bon salaire. Aux autres, « la porte » lorsqu'ils réclament quoi que ce soit.

Nous reviendrons sur ce sire.

VIENT DE PARAÎTRE

Arguments Anarchistes, par notre collaborateur Armand BEAURE. Couverture illustrée de A. DENIS.

Dans cette brochure, l'auteur, en un style à la portée de tous, démontre la possibilité de réalisation de l'idéal communiste-anarchiste. Tous ceux qui veulent étudier ou discuter l'idéal anarchiste trouveront en cette brochure les arguments essentiels à la compréhension de cet idéal.

Prix : 20 cent. ; par la poste, 25 cent.

En vente chez tous les vendeurs de *L'Ordre*.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

SAINT-JUNIEN

A la Fabrique

C'est un petit endroit près de Saint-Junien qui a comme unique industrie la fabrication de la porcelaine. Il n'y a qu'une seule usine, l'usine Berger, qui occupe environ soixante-dix ouvriers et dix ouvrières; par suite de l'extension toujours croissante du machinisme, ces chiffres tendent à diminuer. Il n'existe aucune organisation syndicale, ni aucun groupement. Ces jours-ci, il y eut un commencement de grève, le patron prenait tous les jours des apprenties femmes qui faisaient le travail meilleur marché que les ouvrières et enlevaient le travail de celles-ci. Devant cet état de choses, les ouvriers, hommes et femmes, d'un commun accord, se mirent en grève. Ils eurent une attitude énergique, le patron capitula, les ouvriers eurent satisfaction; comme résultats : d'abord il fut entendu qu'il ne serait plus fait d'apprenties et puis suppression de la retenue sur les salaires, pour les primes d'assurances sur les risques du travail, tout cela au bout de trois jours de grèves; c'est ce qui fait voir qu'avec de l'énergie et de la force morale, on peut ce qu'on veut.

Comme dimanche dernier, c'était la frairie dans ce bourg, nous en avons profité pour distribuer des brochures et faire de la propagande.

Un fait qui démontre bien l'ignorance crasseuse des paysans des environs : En revenant, nous trouvâmes deux ou trois campagnards à qui nous distribuâmes une *Voix du Peuple*, après avoir lu le titre, ils s'empressèrent de la jeter; heureusement d'autres la ramassèrent.

Il ne faut pas se décourager pour cela, nous allons commencer à faire des tournées de propagande par la parole, l'écrit et la chanson, dans les villages environnants ainsi qu'il a été fait les années précédentes. Nous essaierons par nos propres moyens, de diffuser les principes anarchistes et de faire des adeptes.

Les processions

Dimanche dernier, il y avait une procession religieuse à l'occasion de la fête Dieu; malgré ma profonde indifférence pour cette chose-là, je ne puis m'empêcher de remarquer que lorsque les ouvriers font une manifestation aussi pacifique qu'elle soit, les manifestants sont dispersés, rompus de coups et arrêtés; alors qu'une procession religieuse est entourée, protégée par des gendarmes (il y a pourtant une loi sur ce sujet), avis à tous les Com-

bes, les Clémenceau, les Briand et autres libres-penseurs.

Done, puisque, malgré les sympathies de Mossieu le Maire pour le socialisme unifié, les processions ne sont pas interdites, je demande à tous les camarades anarchistes, socialistes sincères, libres-penseurs et penseurs libres, de se trouver aujourd'hui dimanche, 24 juin, à 10 heures du matin, place de la Grève, pour affirmer avec énergie, notre volonté de ne plus subir le joug clérical et nos convictions antireligieuses.

Ursus.

Derniers échos du Premier Mai

L'on se souvient, lors du passage en correctionnelle de nos camarades Faret, Bourgoïn, Gaillard et Dufour, que le prononcé du jugement de ces deux derniers fut renvoyé au 16 juin. Ils étaient accusés d'avoir, dans la soirée du 1^{er} mai, sifflé d'une façon « séditieuse » sur le passage des gendarmes.

La chose se passa à Notre-Dame, dans un débit. Une bande de gendarmes passait par là, rageux des arrestations non maintenues, des horions reçus et de la résistance de la poignée de manifestants. Un coup de sifflet retentit, donné par un gamin. Demi-tour!... les cognes envahissent le débit... dans une salle, trois paisibles consommateurs font collation, empoignés, menacés, secoués, ils ne peuvent dire une parole. L'un des pandores, l'haleine puant la vinasse, gueule dans la figure du premier : Levez-vous! Tournez-vous! ce n'est pas vous... au deuxième, de même; au troisième, c'est vous! Ils lui passent avec leur amabilité coutumière, le cabriolet, et en route pour le poste. En traversant la ville entre les gendarmes, ceux-ci expliquent aux arrêtés que s'il faisait plus nuit... ils ne se donneraient pas la peine de les conduire au poste.

Les témoins à charge dont la gourderie avait fait acquitter Bourgoïn et Faret ont été vertement admonestés. Cette leçon et un mois et demi de réflexion ont instruit les témoins des derniers accusés. Ils sont affirmatifs. Les accusés nient. C'est parfaitement inutile : ils sont condamnés à 6 jours de prison. Ce n'est pas cher.

D.

Les camarades Bourgoïn et Faret nous font savoir qu'ils n'ont pas été poursuivis, comme le disait Ursus dans sa chronique, pour propagande révolutionnaire mais pour menaces et voies de fait tout simplement.

Hardi les Copains!

Un noyau important de camarades ont adhéré au syndicat des cuirs et peaux. L'épidémie de frousse qui sévit chez les esclaves de la mégisserie ne sera pas incurable, espérons-le. La campagne de reconstruction va reprendre de plus belle. Que les peureux se terrent, nous agissons sans eux, mais que ceux qui désirent sortir de la condition dégradante où les tient le salariat, esclavage moderne, viennent à nous.

Qu'ils comparent la besogne accomplie par les vautours de la politique, et celle palpable et tangible que leur action propre a produite par l'entente syndicale. Si les travailleurs ne sont que des moutons hébétés qui nomment eux-mêmes, le boucher qui les tond et les envoie à la boucherie, qu'ils votent comme ils l'ont déjà fait, et qu'ils attendent sous l'orme le bonheur promis.

Au contraire, que ceux qui souffrent de ne pouvoir satisfaire leurs besoins physiques et intellectuels, qui ont hâte de secouer leur joug de bêtes de somme, viennent grossir nos rangs; qu'ils déchirent comme nous l'avons fait leurs armes de papier, et mettent résolument la main à la pâte. Nous n'avons pas de panacée à leur offrir; nous ne les libérons pas, eux seuls peuvent être les artisans de leur bonheur. Mais par notre entente énergique nous arracherons à nos maîtres des avantages et améliorations qui nous faciliteront la lutte et nous rapprocheront de notre libération.

DÉFICHONS.

CHRONIQUE RÉGIONALE

CHARENTE

ANGOULÊME. — Ces Messieurs... de l'Armée. — La scène se passe à Angoulême, place du Parc, durant l'heure de la musique militaire.

Les promeneurs circulent, causant librement et à haute voix :

PAUL. — Eh bien! mon vieux, crois-tu qu'on les a balayés ces calotins et ces nationaux?

RENÉ. — Oh! c'était pas trop tôt que ça arrive, les curés, les officiers, les juges, tout ça ne vaut pas grand'chose, il faudrait réformer. La canaille maintenant est morte, mais ces feignants (!) d'officiers sont encore là pour les défendre; tout le pognon que nous leur donnons s'en va dans les troncs des rats d'église.

Et la conversation continue sur le même ton jusqu'au moment où, arrivés sur le rond-point Carnot et où se trouve peu de monde,

un Monsieur, aux allures don-quistottesques, les interpelle et s'adressant à l'antigalonné René, lui crie : « Dites donc, vous, qu'avez-vous dit tout à l'heure, vous pourriez, il me semble, être un peu plus poli. »

— Mais, Monsieur, je n'ai rien dit du tout et je ne vous connais pas.

— Ah! vous ne me connaissez pas, et bien suivez-moi donc au poste et de suite.

— Mais, par exemple, pour qui me prenez-vous, suivez donc votre chemin.

Et ils font mine de vouloir s'éloigner quand le Monsieur à la rosette, officier au 94^e territorial, secrétaire d'un candidat blackboulé aux dernières élections, appelle un caporal qui passait par là et lui ordonne de conduire ces deux loustics au poste, ce à quoi l'autre se refuse prétextant ne pas être en service.

Ne pouvant rien faire, notre intrus veut avoir les noms des deux promeneurs, mais ceux-ci se refusent à les lui donner et le laissent en plan pour continuer leur promenade.

Quelques instants après ils rencontrèrent deux agents auxquels ils contèrent la chose et donnèrent leurs noms sur l'assurance de n'être pas inquiétés.

Tout, cependant, ne devait pas s'arrêter là. Notre cher sabreur rencontra, lui aussi, les deux agents et leur narrat l'histoire à sa manière, réussit à se procurer les noms.

Deux jours après, on appelait les garnements au commissariat de police où on leur annonçait qu'ils seraient poursuivis pour insultes sur la voie publique.

Que fût-il arrivé s'ils avaient causé antimilitarisme?

Voilà, cependant, où en vient l'armée; elle se figure toujours tenir sous sa botte les cerveaux humains que l'église ne peut plus abrutir.

Il est temps de mettre ordre à tout cela.

En lutte donc contre toutes les calottes : église, armée, magistrature; en lutte contre l'Etat qui nous oppresse et que les imbéciles de l'école cléricale ou laïque nous donnent.

UNSAI ARIÉ.

N. B. — A ceux qui ne voudraient point croire l'exactitude du récit précédent, nous tenons les noms à leur disposition.

U. A.

CONVOCATION

Les camarades s'intéressant à *L'Ordre* et à la propagande des idées communistes-anarchistes, sont invités à se rendre à la réunion qui aura lieu ce soir, samedi 23 juin, à huit heures et demie, au bureau du journal.

Discussion sur la transformation du journal et sa parution hebdomadaire.

Organisation du congrès national de l'association internationale antimilitariste.

PETITE CORRESPONDANCE

Les camarades qui nous ont demandé des brochures sont priés de patienter quelques jours, certaines nous manquent. Les camarades qui nous en ont demandé depuis quinze jours ou avant et qui ne les ont pas reçues, sont avisés que nous les avons pourtant expédiées.

T. au *Mazet*. — J'avais bien envoyé les brochures, mais les employés des postes avaient besoin de la lire avant vous. J'espère que vous avez reçu les dernières envoyées sous pli recommandé.

Pour les cartes adressez-vous aux *Temps Nouveaux*, 4, rue Broca, Paris (Ve).

Un garçon coiffeur, *Saint-Léonard*. — Les journaux périodiques ou quotidiens ayant causé de ce que vous vouliez entretenir nos lecteurs et les faits étant aujourd'hui trop anciens, nous ne jugeons pas à propos d'insérer; puis, croyez-nous, ce n'est pas un crime d'être malade ou paralysique; au contraire, ça atténue justement le crime.

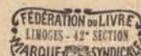
Le lecteur de *L'Anarchie*. — Lorsqu'à paru *L'Ordre*, nous avons expédié les 2 ou 3 premiers numéros désirant faire l'échange. *L'Anarchie* ne nous parvenant pas, nous avons cessé l'expédition.

L'Action syndicale de *Leus*. — Pourriez-vous nous procurer les numéros du *Réveil du Nord*, ou notre compatriote Marcelin Rougerie se charge de renseigner Clémenceau sur les meneurs des grèves du Nord?

Ursus, *Saint-Junien*. — Nous n'avons pas reçu le mandat dont tu nous accuse l'expédition.

François, *Bordeaux*. — Ne comprenant rien dans la brochure en question, je n'y ai prêté aucune attention et l'ai égaré.

L'Ordre est composé et imprimé par des ouvriers syndiqués.



Le Gérant : LÉON DARTHOU

Limoges. — IMPRIMERIE OUVRIÈRE, rue Darnet, 9